



La liberté d'expression ne progresse pas

Faisant cavalier seul face aux autres mouvances politiques, la Haute Autorité de transition au pouvoir ne ménage guère les journalistes malgaches dans leur couverture des événements. La liberté effective de la presse demeure toute relative, selon un éditorialiste malgache.

14.01.2010 | Faly Rajaonarison | [Les Nouvelles](#)



© AFP

La liberté d'expression et la liberté de la presse à Madagascar sont au cœur des conversations qui préoccupent ces derniers temps les foyers malgaches comme les cercles de discussion. **La détention de journalistes de la radio Fahazavana appartenant à l'Eglise protestante FJKM soulève de multiples interrogations.** A tel point que des confrères mais aussi des ecclésiastiques, regroupés sous la bannière de Hetsiky ny mpitondra fivavahana, se mobilisent pour leur sort.

Dans la profession, on considère que le rôle d'un journaliste consiste à être le premier au bon endroit et au bon moment, histoire de "griller" les confrères. Dans le jargon, cela s'appelle tenir un scoop, que l'on se garde d'ébruiter. D'un autre point de vue, celui de l'administration, les textes disent que tout citoyen a le devoir de l'informer quand la sécurité intérieure de l'Etat est en danger.

Ce n'est pas la première fois que la liberté de la presse est sommée de se taire par une autorité puissante. Pas plus tard que l'année dernière, les ennuis rencontrés par la station Viva [appartenant à l'ancien chef de l'opposition et actuel président de la Haute Autorité de transition, Andry Rajoelina] démontraient déjà les limites de la liberté d'expression. La même station Viva, qui, pour la simple diffusion d'un discours politique [de l'ancien président en exil en France Didier Ratsiraka], avait été contrainte de mettre la clé sous la porte par l'administration en décembre 2008 [ce fût le point de départ de la crise politique]. On se demande ce que fait l'ordre des journalistes de Madagascar, ou encore la ministre de la Communication fraîchement nommée - précisément pour résoudre ce genre de problème.

Des problèmes, il y en a. Le chef d'accusation pesant sur un confrère qui séjourne actuellement à la maison centrale d'Antanimora serait d'être arrivé à la caserne militaire de Betongolo avant tout le monde, c'est-à-dire vers 4 heures du matin, en possession d'enregistrements radiophoniques qui feraient de lui un complice des mutins. Mais depuis quand un journaliste est-il tenu de dévoiler ses sources, excepté les cas relevant de la sûreté nationale ? **Sauf erreur de notre part, il n'y a pas eu diffamation, et jusqu'à preuve du contraire la poignée de mutins concernés, plus exactement sept y compris le cerveau de la mutinerie, pouvaient difficilement menacer la sûreté de l'Etat.**